



AU NOM DU FRIC par Michel Becerro, secrétaire du Syndicat CGT Retraités Banques Assurances de la Gironde.

De la Subprime à la déprime

La crise prend sa source dans le secteur du crédit immobilier des Etats-Unis. Cette technique de crédit dénommée « Subprime » accordé aux ménages aux revenus modestes se caractérise par des mensualités de remboursement réduites les premières années mais exorbitantes par la suite.

La hausse des taux du marché immobilier répercutée par les financiers-prêteurs-banquiers conduit à un accroissement du nombre des impayés et des situations d'insolvabilité des ménages, à cause de ces prêts à taux variables.

Ainsi, la déprime succède à la Subprime : appauvrissement des ménages, arrêt des remboursements, expropriations, appartements bradés, crise financière des établissements prêteurs.

Patakraich

L'effet domino se met en mouvement, avec réaction en chaîne sur les marchés. Pour se refinancer, les établissements prêteurs utilisent la technique dite de titrisation consistant à mettre sur le marché des capitaux des titres adossés à leurs actifs immobiliers. Ces titres sont ainsi disséminés chez les investisseurs du monde entier en quête de profits.

Des patrons-voyous aux banquiers « pourris »

Ensuite c'est la cascade. Ménages emprunteurs ruinés, prêteurs non remboursés qui eux-mêmes ne peuvent plus assurer le rendement des titres qu'ils ont placés sur le marché financier auprès des investisseurs et banquiers de la planète. Les créances dites douteuses deviennent de l'endettement dit pourri. Cela conduit au retrait des investisseurs de ce marché devenu trop « risqué », à l'écroulement ou à la suspension des cotations, à la faillite des établissements les plus exposés.

Tous n'en meurent pas mais tous sont touchés. Le secteur immobilier juteux en termes de profits est devenu un gouffre financier entraînant ruines et banqueroutes. La bulle financière a explosé avec tous ses effets collatéraux. Dans un premier temps, les spéculateurs se sont enrichis, dans un deuxième temps, leurs excès conduisent à l'effondrement.

L'argent public au secours de l'endettement privé

Pour enrayer les faillites bancaires en cascade, les banques centrales (BCE pour l'Europe, Réserve fédérale [FED] pour les Etats-Unis, BoA pour la Grande Bretagne) et les gouvernements (France, Benelux) injectent des centaines de milliards d'euros, de dollars et de livres sterling. Ils nationalisent, couvrent ou rachètent les actifs financiers pourris pour nettoyer les bilans des banques affectées.



**Retraités maltraités ! L'Etat s'en fout.
Banques en difficultés ! L'Etat renfloue.**

En raccourci et en langage syndical, les pertes sont à la charge de la collectivité alors que les profits restent privés. Il est donc possible d'exonérer à coup de milliards les spéculateurs de leurs prédatations mais il serait impossible de financer la Santé, la sécu et les retraites. Décidément, capitalisme décomplexé et syndicalisme de luttes n'ont pas les mêmes valeurs, ni la même notion de l'Action. Pour le premier, c'est un produit qui peut rapporter en dormant, pour le second, c'est une posture qui peut rapporter en se bougeant.

Pour nous retraités des banques et assurances avec toutes les professions, **l'Action** ce sera le **16 octobre** pour exposer ou exploser nos colères, pour faire entendre notre voix et nos revendications.

Bordeaux le 2 octobre 2008